

Dumont, René (1972) Paysanneries aux abois. Paris, Éditions du Seuil.

Rodolphe De Koninck

Volume 16, numéro 39, 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021090ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021090ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

De Koninck, R. (1972). Compte rendu de [Dumont, René (1972) Paysanneries aux abois. Paris, Éditions du Seuil.] *Cahiers de géographie du Québec*, 16(39), 501–506. <https://doi.org/10.7202/021090ar>

COMPTES RENDUS BIBLIOGRAPHIQUES

PAYSANNERIES

DUMONT, René (1972) *Paysanneries aux abois*. Paris, Éditions du Seuil.

De tous les êtres humains qui peuplent notre planète, les plus exploités, les plus méprisés ont généralement été les travailleurs de la terre, les producteurs d'aliments, pourtant déjà soumis aux plus durs labeurs. Comme l'écrit René Dumont, il était permis d'espérer que les révolutions dites socialistes libéreraient les paysans. La Révolution chinoise, elle au moins, est de toute évidence en train d'accomplir cette libération. Cependant, il n'est peut-être pas permis d'en dire autant de certains autres régimes dits socialistes et en particulier, des trois dont Dumont fait ici une critique sévère, ceux de Ceylan, de Tunisie et du Sénégal. En présentant une étude souvent détaillée des trois expériences, l'auteur démontre, comme il l'avait fait ailleurs, qu'il n'est pas facile de mener à bien une révolution socialiste devant les énormes et complexes difficultés du développement agricole en pays sous-développés. Si les seuls problèmes à résoudre étaient du domaine technique, on n'aurait qu'à faire pleine confiance à la « Révolution verte » ; mais il y a aussi les problèmes économiques, sociologiques, donc politiques et humains. En guise d'introduction, l'auteur situe ces problèmes à l'échelle mondiale en citant fréquemment le rapport Pearson. Ainsi, on constate que partout où elle se répand, la Révolution verte est en train d'approfondir les inégalités sociales. L'un des pays où la concentration des moyens de production et où l'appauvrissement et la prolétarianisation des paysans restent les plus marqués est l'Inde. Dans ce pays qui devait servir d'exemple aux nations non-communistes, les misérables sont devenus majoritaires dans les campagnes puisque la proportion des foyers ruraux vivant en dessous de la ligne d'*extrême pauvreté* est passée de 38% en 1961 à 53% en 1968.

1. Ceylan

Mais les paysanneries aux abois auxquelles s'attarde surtout Dumont sont celles de trois pays qui prétendent faire la révolution socialiste. Il est effectivement très difficile d'accomplir une telle révolution si la minorité privilégiée locale s'empresse, dès le retrait des coloniaux, d'accaparer les richesses et le potentiel de production. Ainsi des capitalistes cinghalais ont suivi l'exemple de leurs maîtres anglais et ont racheté ou même créé des plantations. La survivance d'une société capitaliste à relent féodal ne peut être assurée que dans certaines conditions. Comme par exemple, lorsque la lutte pour le pouvoir se joue entre deux grandes familles de l'*Establishment*. C'est le cas à Ceylan depuis 25 ans. Il est encore plus difficile de socialiser un tel pays lorsque les trois quarts de ceux qui accèdent aux facultés des sciences très enviées, sortent des écoles privées payantes, donc de la bourgeoisie urbaine ; lorsque la productivité par travailleur et par surface croît moins vite que la population ; lorsque malgré cela on mise encore trop sur les cultures d'exportation ; lorsque le métayage s'accroît de même que le sous-emploi rural. Comme le montre Dumont, le métayage est le principal obstacle à la révolution verte. À Ceylan, le métayer a bien appris à mieux se servir d'engrais. Mais cet engrais c'est lui qui le paye, bien qu'il ne reçoive que la moitié des excédents résultant de son emploi, le reste allant au propriétaire. Et comme au départ il a dû emprunter à des taux usuriers et qu'il n'arrive pas à tirer vraiment profit des nouvelles céréales à haut rendement, celles-ci sont réservées aux notables et aux paysans aisés. De ce fait, elles sont en train d'accroître les inégalités sociales au niveau même du village. Pourtant d'après Dumont, il paraît plus aisé de généraliser la révolution verte à Ceylan qu'en Inde sans

trop y aggraver les inégalités sociales ; à condition d'y réduire ou d'annuler les privilèges des propriétaires. Le capitalisme agraire de Ceylan ne s'en porterait pas beaucoup plus mal puisqu'il a déjà très bonne fortune dans les cultures dominantes du thé, de l'hévéa et du cocotier. Un semblant de réforme agraire a l'ailleurs été tentée en 1958. Le *Paddy lands act* confiait aux *Cultivation Committees* le soin d'établir une nouvelle répartition, un remembrement des parcelles au profit des exploitants, ainsi que diverses autres mesures. Ces comités furent vite dominés par les propriétaires qui s'empressèrent d'assurer et de consolider leurs privilèges. Dans un tel cas, on peut penser que la majorité des exploités du village devrait parvenir comme en Chine à s'unir contre la minorité des exploitants. C'est alors oublier le fardeau du système des castes et les problèmes entraînés par la division du village en factions à patrons et en cliques de compagnons égaux, de position moindre. Le gouvernement a bien investi une fortune dans l'amélioration de l'irrigation mais n'a pas structuré ni réglementé la distribution de l'eau. Chacun veut prendre l'eau où et quand il veut et refuse toute discipline. Les gaspillages énormes qui s'ensuivent ont souvent accru les coûts de production au delà de toute rentabilité. Ainsi un développement technique sans autorité et sans discipline, ne devient qu'une mesure paternaliste, inutile à l'amélioration de la production. Un tel gaspillage est d'autant plus scandaleux que les possibilités d'intensification agricole sont énormes. Et à Ceylan il existe, d'après des enquêtes de 1971, sur une main-d'œuvre active d'un peu plus de 4 millions, 600 000 chômeurs totaux (soit 16%) et entre 600 à 800 000 sous-employés. En conséquence, dans ce pays où 80% des chômeurs sont des ruraux, il existe une sous-utilisation très marquée des terres. Et malgré ce chômage, Ceylan continue à importer la machinerie, gaspillant ainsi les capitaux et accélérant le sous-emploi de la terre et des hommes. Pourtant les travaux d'amélioration foncière, hydraulique et routes, défrichements, plantations et intensification agricole pourraient absorber, dès demain, tous les chômeurs de Ceylan. Or parmi ces chômeurs qu'une mauvaise politique de développement n'a pas su employer, on trouve une forte proportion de jeunes « éduqués », plus de 10% d'après les chiffres officiels.

Ces jeunes ont voulu se révolter et dans la nuit du 5 au 6 avril 1971, une trentaine de postes de police rurale furent attaqués. Le gouvernement de Mme Bandanaraïke prit alors la panique et fit appel, comme le dit Dumont, à la « Sainte-Alliance ». L'Inde, le Pakistan, les États-Unis, l'URSS et la Yougoslavie fournirent hommes et armes pour réprimer et étouffer dans le sang la rébellion. Mais pour combien de temps ?

Parmi les solutions qu'il propose à l'amélioration du sort des paysans de Ceylan, Dumont attache beaucoup d'importance aux travaux de petite hydraulique dont il démontre qu'ils sont plus rentables à tous points de vue, sauf un seul : le profit des grands capitalistes qui lui se retrouve dans les grands travaux. Ceylan peut s'inspirer de l'exemple Chinois non seulement pour le contrôle de l'eau par les travaux multiples mais également pour une utilisation massive des ressources d'engrais naturels. Mais ces mesures doivent être accompagnées par une véritable révolution politique qui elle seule peut placer Ceylan en situation favorable au développement. On est encore loin du niveau de conscience politique à la chinoise mais l'on peut déjà, en attendant, imposer des formes de responsabilités au niveau du village en faisant payer l'eau d'irrigation en fonction du volume utilisé : ce qui inciterait chacun à économiser. Une telle discipline d'austérité serait peut-être politiquement acceptable si on s'attaquait du même coup aux forteresses du capitalisme agraire, celles des grandes plantations. Mais, selon Dumont, il n'est pas nécessaire de toucher à la structure des plantations qui sont taxées à la limite de leurs possibilités et financent pour le moment bien des mesures sociales. Du moins pas avant l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement révolutionnaire. Mais avant d'en arriver là faudra-t-il ici aussi « changer l'homme » ?

2. Tunisie

L'héritage colonial dans le domaine de l'agriculture n'a pas laissé la Tunisie en bonne condition. Dès la fin du XIXe siècle, à la suite de la « conquête » de la Tunisie par

l'armée française, les meilleures terres furent accaparées par les colons français. Au moment de cette « occupation », plusieurs occupants traditionnels du sol en furent chassés, ce qui pour les *khammès* était nouveau. Ce type de fellah n'avait pas eu la vie facile sous le fœrle de la bourgeoisie absenteïste tunisienne mais au moins il ne pouvait être chassé de sa terre et pouvait avoir recours, pour son bétail, aux terres communales. De plus, selon un schéma classique dans l'histoire de la colonisation, les gros propriétaires tunisiens étaient vite devenus les amis et collaborateurs des colons français. Le développement des grandes exploitations capitalistes européennes et leur motorisation devaient accélérer la prolétarianisation de l'agriculture à un point tel qu'on assista souvent à l'effacement des limites entre petits propriétaires et travailleurs prolétarianisés. Ce processus s'accompagnait de la détérioration du secteur artisanal paysan et accentuait le chômage saisonnier et le chômage total, lequel allait devenir un problème de grande envergure au pays nouvellement indépendant. La généralisation du tracteur et l'insertion de plus en plus marqué de la Tunisie dans le réseau du capitalisme métropolitain avaient en effet accentué le sous-emploi de la main-d'œuvre rurale tunisienne et le recul du marché intérieur dont la faiblesse allait handicaper les tentatives ultérieures de développement national. Par surcroît une utilisation mal équilibrée des meilleures terres tunisiennes par les colons européens selon un processus d'« exploitation typiquement minière », laissait les fellahs devant un sérieux problème d'amélioration des sols. Selon Dumont, les plus graves dégâts aux sols tunisiens sont une conséquence indirecte de la colonisation et même si la désertification est évidemment plus ancienne que la colonisation, celle-ci l'a fortement accélérée.

Donc, au moment de l'indépendance (1956) le bilan de la colonisation est lourd. Devant les deux grands problèmes posés par le chômage et la détérioration des sols, les autorités tunisiennes mirent sur pied un programme de développement visant à utiliser les ressources en main-d'œuvre à des fins de restauration des terres. Les travaux confiés aux chantiers furent rapidement fonctionnarisés, et les salariés et petits exploitants délaissant leurs terres vinrent y faire l'école du travail non productif. Comme l'affirme Dumont, en fonctionnarisant (dans le mauvais sens du terme) ces fellahs, on leur retirait le mobile du profit sans être capable de le remplacer, comme en Chine ou au Vietnam, par une motivation politique suffisante. Ce demi-échec des chantiers de restauration était d'autant plus grave que l'état d'esprit qui s'y était développé allait compromettre les futures unités coopératives de production.

En effet, avec le départ des colons qui s'accroissait d'année en année, on tenta d'utiliser les ex-fermes des colons comme noyaux autour desquels la petite propriété serait regroupée en unités coopératives de production (U.C.P.). Ce regroupement collectif des terres fut suivi par nombre de petits exploitants ne pouvant voir dans ce changement qu'une amélioration de leur sort. Mais les U.C.P. n'étaient coopératives que de nom et leurs présidents et dirigeants souvent nommés de l'extérieur sans consultation des coopérateurs. Le principe des U.C.P. était excellent mais leur fonctionnement et leurs buts furent mal orientés. Dans le cadre de programmes très ambitieux les techniciens étaient subordonnés aux administrateurs payés par l'État et peu dépendants dans leur revenu de l'efficacité de l'entreprise. Comme toujours, les paysans firent les frais de la mauvaise organisation à laquelle ils participaient trop peu et pour laquelle ils étaient insuffisamment initiés tant techniquement que politiquement. Les U.C.P. accentuèrent le chômage puisque un grand nombre de ceux qui virent leurs terres incluses dans les U.C.P. ne purent être embauchés et tombèrent dans la catégorie des « coopérateurs inactifs ». Ce fut le cas de ceux qui avaient contribué moins d'un hectare à l'U.C.P. Ils se voyaient donc privés sans compensations — sorte de réforme agraire à l'envers — de leurs derniers outils de production, de leurs moyens de subsistance ; même si celle-ci était partielle, elle apportait un peu de sécurité. En 1967, 36% des coopérateurs étaient inactifs. Donc au lieu de résorber le chômage, on l'a accentué en sous-prolétarianisant les coopérateurs.

Les objectifs même du programme étaient erronés puisque l'on a préféré assurer un standard, un revenu relatif, à une fraction des coopérateurs plutôt qu'un emploi assuré

à un plus grand nombre. Ainsi il aurait été possible d'assurer une montée constante du revenu *pour tous*, plutôt que de viser brusquement un palier. Malgré les nombreux échecs, les coopératives furent étendues au point de couvrir 4 millions d'hectares en 1969. Mais quelques mois plus tard la loi permettait aux fellahs de quitter la coopérative et de reprendre leurs terres. Ainsi le tiers des 347 U.C.P. disparurent rapidement et parmi les autres, un grand nombre furent sérieusement réduites. Mais un trop grand nombre de petits paysans ont dû reprendre leurs terres selon des modalités telles qu'ils ne purent en tirer un usage rapide et durent emprunter, ou louer leurs terres. En conséquence les terres des paysans sont prises en métayage par les gros propriétaires. Les paroles d'un ex-coopérateur, exprime bien le drame des paysans : « Il ne nous reste qu'un seul rêve : travailler nous-mêmes notre terre ; et qu'un seul moyen de vivre : la céder en métayage à nos riches voisins ». Donc on assiste à une concentration de la jouissance des terres, bientôt suivie par la concentration de la propriété du sol. Une fausse révolution socialiste aura en fin de compte facilité la concentration capitaliste et la prolétarianisation de l'agriculture. En effet, le pouvoir favorise déjà ouvertement les grands exploitants en subventionnant leurs entreprises qui se lancent dans la monoculture, ce qui relancera le processus de dégradation des sols et de désertification. Enfin, pour compléter le tableau, la petite hydraulique dont Dumont démontre les bienfaits est ici aussi négligée au profit des grands travaux publics dont le lobby à travers le monde auprès des gouvernements peut être comparé à celui du sucre et du pétrole.

Après avoir mentionné certaines des modalités techniques indispensables au développement de la Tunisie et parmi lesquelles le rôle de la petite hydraulique est particulièrement souligné, Dumont s'attarde à des questions plus fondamentales dont plusieurs sont d'ordre structural. Il propose (1) une production orientée d'abord vers le marché intérieur et non vers une exportation, laquelle implique une contrepartie excessive d'importation de matériel. Seul un régime socialiste véritable peut faire comprendre une telle orientation par le regroupement de toutes les forces productives cachées. Et pour cela, il (2) faut redonner aux fellahs par une réforme agraire, s'appuyant sur une mobilisation populaire, le contrôle de la terre et des moyens de production. L'agriculture pourra alors (3) viser l'accumulation accélérée des capitaux internes indispensables au développement industriel autonome. Mais une telle structure du développement revêt un caractère d'abord politique. Faudra-t-il ici aussi une révolution culturelle ? On pense à l'expérience chinoise lorsque Dumont suggère de procéder à un changement de mentalité par le biais des écoles où l'on formerait des agriculteurs et non seulement des administrateurs ; où le travail manuel serait partie intégrante de l'expérience de chacun contribuant ainsi à la promotion collective plutôt qu'à celle de l'élite privilégiée.

3. *Sénégal*

La colonisation a procédé dans le Tiers-Monde selon des modalités très variées et l'héritage des pays sous-développés est d'une intensité inégale. Une chose demeure certaine : il est toujours négatif et le Sénégal n'a pas échappé à cet aspect défavorable. Comme plusieurs autres pays d'Afrique Noire, le Sénégal a souffert de la chasse aux esclaves. Il a également fait l'objet du développement, par les Français et leurs associés locaux, d'une monoculture qui situe aujourd'hui le Sénégal parmi les exemples classiques de dépendance économique. Depuis le XVIII^e siècle, alors qu'elle fut importée d'Amérique, l'arachide domine et assujettit l'économie sénégalaise. La culture et le commerce de l'arachide qui ne se récolte et ne se vend qu'une fois l'an, a favorisé la généralisation de l'usure et de l'endettement des paysans. Le commerce de cette denrée et de ses dérivés dont le Sénégal est depuis longtemps un grand producteur aurait pu permettre l'accumulation d'un capital notable, base d'un développement autonome. Les grandes maisons coloniales, bordelaises et marseillaises, en ont voulu autrement et depuis le début du siècle, le capitalisme sénégalais est dominé par le capitalisme occidental, surtout français. Est-il nécessaire de signaler que le travail du paysan sénégalais producteur d'arachides est mal rémunéré ? Et que ceci est lié de près à la dépendance envers le

marché mondial dominé par les pays développés qui « sous-paie » toujours les produits tropicaux ? Avec les recettes de l'arachide, le Sénégal doit financer des importations de plus en plus grandissantes d'aliments de base qui servent même aux campagnes. Si la culture d'une denrée commerciale a contribué à endetter de nombreux paysans ouoloffs, la monétarisation de l'économie qui l'accompagne a aussi contribué à déstructurer l'exploitation familiale.

Ici aussi, on s'est trop peu soucié de la préservation des sols. Mais la dégradation du patrimoine foncier n'est pas le seul problème en milieu rural. Il en est de plus immédiats tels la paupérisation de la population rurale et le danger de famine. On peut encore mourir de faim au Sénégal, surtout dans le Nord et pendant les années sèches, ce qui fut le cas en 1966, 1968 et 1970.

Après que le prix de l'arachide se fut effondré sur le marché mondial, vint le tour de la production d'en faire de même en 1970, bien qu'à cette date les prix s'étaient déjà presque rétablis. Inutile de chercher loin les causes : la production de soja des États-Unis est montée en flèche de 1950 à 1970. La position des producteurs paysans africains se détériore donc de plus en plus, et d'autant plus rapidement que les quelques profits qui peuvent subsister sont affectés au maintien des traitements des fonctionnaires qui appartiennent à la minorité privilégiée. Alors qu'avant la grande crise, le revenu unitaire du travail dans la production paysanne de l'arachide pouvait être trois fois supérieur à ce qu'il était dans les activités urbaines non qualifiées, il est aujourd'hui 3 fois moindre. En 1914, le pouvoir d'achat du paysan arachidier était équivalent à environ 70% de celui du manoeuvre de province en France. Aujourd'hui ce chiffre est tombé à 8,5%. Il n'y a pas qu'en Amérique Latine que l'on puisse parler de développement du sous-développement.

Au Sénégal aussi, les coopératives ont contribué aux nouvelles structures d'exploitation des paysans. Dans un pays où la structure des castes et les grandes familles possesseurs de vastes domaines freinent le développement profitable à toute la population il n'est pas surprenant d'apprendre que les présidents de coopératives sont issus des grandes familles et sont désignés par le pouvoir ; et que les peseurs sont d'anciens commerçants choisis par les présidents. Ces peseurs n'hésitent d'ailleurs pas à tricher les paysans. Mais il y a plus grave encore. De 1967 à 1969, les coopératives n'ayant plus reçu d'avances de trésorerie, elles durent délivrer des reçus provisoires pour les apports de graines ; lesquelles n'étaient payées que lors de l'arrivée de l'argent, soit plusieurs semaines après leur livraison. Des producteurs déjà endettés (comme c'est souvent le cas dans un système de monoculture à une récolte annuelle) durent alors céder leurs reçus à des usuriers à des taux nettement inférieurs à leur valeur pourtant garantie par la coopérative. Un tel processus ne peut qu'accélérer l'endettement des paysans qui sont alors contraints de vendre leurs outils (semoir ou souleuse d'arachides) lesquels ils devront alors louer à des taux exorbitants à la saison suivante. Donc ici aussi, concentration de la richesse par celle des moyens d'exploitation. Ici aussi un faux régime socialiste où le capitalisme agraire a bonne fortune. D'ailleurs comment les paysans peuvent-ils prendre pacifiquement en charge leurs coopératives si cela va à l'encontre des intérêts que représentent Léopold Senghor, et la bourgeoisie commerçante locale liée aux députés et aux intérêts français, stratégiques et commerciaux ? Si la bourgeoisie commerçante est au pouvoir, le socialisme est impossible. C'est ce que Mamadou Dia avait compris et c'est pourquoi il fut rejeté par Senghor tout comme Ben Salah le fut, plus tard, par Bourguiba en Tunisie. En attendant, le « développement » du Sénégal se fait au profit d'une minorité locale dont les intérêts sont étroitement dépendants de ceux de l'Europe. C'est en constatant cela que l'on peut comprendre pourquoi une mécanisation trop poussée de l'agriculture à l'aide de produits importés doit faire le malheur des paysans pour assurer le bonheur de la classe dirigeante.

À des problèmes pareils, quelles solutions proposer ? Comme l'a écrit Paul Pélissier il y a déjà plusieurs années, une diversification agricole s'impose et elle est

réalisable car le Sénégal peut accommoder bien d'autres récoltes tels le coton et le riz pluvial. Mais comment assurer le succès de cette diversification déjà amorcée et qui par sa nature même réaliserait du même coup une large augmentation de l'emploi rural ? Sur le plan technique, en encourageant la petite hydraulique et sur le plan structural en développant le marché intérieur. Mais pour assurer le développement d'une économie intégrée et autocentrée où l'intensification agraire à la chinoise a un rôle certain à jouer, il faut que le pouvoir politique y voit quelque intérêt. Ce n'est sûrement pas le cas à l'heure actuelle. Il y a donc beaucoup à faire avant d'en arriver à la constitution d'un solide contre-pouvoir paysan. Un pas dans cette direction peut être représenté par l'encouragement à l'alphabétisation fonctionnelle et à l'animation rurale que le gouvernement a déjà tenté d'enrayer. Mais est-ce suffisant ?

Conclusion

On le voit, les problèmes de développement sont nombreux mais au fond les solutions, bien que devant emprunter des modalités et des échéanciers variés, se ramènent à un thème fondamental et universel : refus du système libéral occidental, ce qui implique une consultation sérieuse du modèle chinois. Le refus du centre qui « sous-paie » depuis toujours les pays tropicaux en s'assurant des transferts de valeur énormes, implique comme le dit clairement Dumont, le refus de payer les dettes internationales, car les pays développés se sont depuis longtemps largement servis auprès du Tiers-Monde. Et continuent d'ailleurs.

Parmi les nombreuses leçons à être tirées du modèle chinois, Dumont mentionne : (1) le haut degré de moralité des dirigeants politiques, des cadres administratifs, des militaires et des responsables à tous les échelons ; (2) le slogan « comptez sur vos propres moyens » qui symbolise le développement autocentré, coupé au maximum du marché mondial contrôlé par le centre ; (3) le refus de notre civilisation individualiste, de notre société de consommation ; (4) le refus de notre urbanisation massive. Ces éléments de la leçon chinoise contribuent à expliquer l'absence totale du chômage, plaie quasi universelle du système libéral, et toujours un énorme fardeau dans les pays sous-développés. Ils ont également contribué à freiner l'explosion démographique, cette modalité du développement du sous-développement que trop d'auteurs malhonnêtes identifient comme une cause. L'adaptation du modèle chinois est totalement irréalisable dans le contexte de balkanisation dans lequel l'impérialisme a maintenu et maintient le Tiers-Monde. Parmi les solutions nécessaires pour briser les chaînes et cadenas dont les serruriers locaux sont les minorités privilégiées et assurer éventuellement des regroupements au moins économiques, Dumont n'hésite pas à parler de révoltes paysannes appuyées par les jeunes urbains dégoûtés des systèmes d'exploitation des classes et désillusionnés par le chômage.

Dans ce dernier de ses nombreux livres, Dumont se reconnaît par son style agressif et son utilisation habile d'une foule de données très récentes et brûlantes d'actualité ce qui n'en facilite pas l'usage. Il n'hésite pas pour autant à comparer certains éléments de dépendance de l'économie québécoise avec ceux des pays de la périphérie. Ce livre nous apparaît comme l'un de ses meilleurs, car il tend à une démonstration, de plus en plus difficile à réfuter, des faiblesses du libéralisme économique. Dumont possède une expérience unique des problèmes de développement et sa prise de position politique de mieux en mieux appuyée représente un enseignement éloquent.

Rodolphe DE KONINCK

*Département de géographie
Université Laval*